
Les *petites phrases* comme instrument des négociations électorales. L'exemple de la gauche radicale

Soundbites as an instrument in election negotiations. The case of the radical left

Las frases cortas como instrumento de negociaciones electorales. El ejemplo de la izquierda radical

Romain Mathieu



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/mots/23324>

DOI : 10.4000/mots.23324

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 5 juillet 2018

Pagination : 55-70

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Romain Mathieu, « Les *petites phrases* comme instrument des négociations électorales. L'exemple de la gauche radicale », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 117 | 2018, mis en ligne le 05 juillet 2020, consulté le 15 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/mots/23324> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.23324>

© ENS Éditions

Les *petites phrases* comme instrument des négociations électorales. L'exemple de la gauche radicale

Les négociations électorales se déroulent dans les coulisses du politique et les acteurs se font généralement discrets sur cette activité. Cela s'explique notamment par le marchandage qu'elles impliquent et la disqualification qui en découle. Pourtant, il n'est pas rare que le contenu des négociations électorales soit médiatisé par l'une des parties prenantes. Cette activité passe alors des coulisses à la scène, ce qui n'est pas sans effet sur la dynamique des interactions (Demazière, 2016, p. 42). Dans certains cas, cela peut donner lieu à la mise en circulation de *petites phrases* qui ont pour effet d'exprimer et d'accroître la dimension conflictuelle des négociations, ce qui semble, a priori, être en contradiction avec la finalité d'une négociation. En effet, celles-ci réunissent « des parties en conflit, mais recherchant par elles-mêmes et volontairement la résolution (ou la réduction) de leur désaccord » (Bourque, Thuderoz, 2011, p. 13). Une explication peut être avancée en ce que les *petites phrases*, comme stratégie discursive, participent du répertoire d'action des acteurs en négociation.

Les *petites phrases* sont des énoncés « spécifiques et médiatiquement remarquables » (Ollivier-Yaniv, 2011, p. 60). Relativement concises, elles condensent un propos plus vaste (Leroux, Riutort, 2011, p. 69) ; en ce sens, une *petite phrase* est une « citation autosuffisante » (McCallam, 2000, p. 55-56). Genre spécifique, à l'intersection du politique et du médiatique, la *petite phrase* est une pratique souvent disqualifiée (McCallam, 2000, p. 53 ; Krieg-Planque, 2011, p. 40). Participant du métier politique (Le Bart, 1998, p. 20-21 ; Krieg-Planque, 2011, p. 24), la production de ces énoncés s'inscrit dans la mise en œuvre de « stratégies discursives (convaincre, se légitimer, délégitimer autrui...) » (Le Bart, 2010, p. 79), tout en ressortant des pratiques journalistiques. Il s'agit d'une « énonciation seconde, du déjà dit » attribué à un acteur en particulier (même si celui-ci n'est pas forcément nommé) : « Ce qui est mis en scène, c'est en effet une *parole* authentique, du signifiant et du signifié, une

voix singulière qui dit *ces mots-là*» (Maingueneau, 2012, p. 29). Dès lors, les *petites phrases* résultent d'une logique de coproduction. Ce sont les acteurs politiques qui produisent des énoncés candidats au détachement par différents procédés de surassertion, c'est-à-dire de « modulation de l'énonciation qui formate un fragment de discours comme candidat à une dé-contextualisation », (Maingueneau, 2011, p. 44). Mais ce sont les journalistes qui détachent et décontextualisent (au sens d'une « sortie de texte ») ces énoncés : « On voit aisément sur quoi repose ce sentiment de détachabilité : il s'agit d'énoncés qui se donnent comme autonomes, d'un point de vue textuel (pas besoin de prendre en compte ce qui précède et ce qui suit pour les comprendre) et d'un point de vue énonciatif (ce sont des généralisations) » (Maingueneau, 2012, p. 12-13). Enfin, une *petite phrase* « n'existe véritablement que lorsqu'elle bénéficie des effets de la circulation médiatique qui construisent son importance et son sens » (Leroux, Riutort, 2011, p. 69) : processus qui relève, là encore, de logiques médiatiques.

Pourquoi exposer publiquement une interaction habituellement menée dans les coulisses ? Plus encore, pourquoi, dans certains cas, la médiatisation d'une négociation conduit-elle à des *petites phrases* entraînant des réactions nombreuses et souvent conflictuelles des acteurs avec lesquels le locuteur est en négociation ou souhaiterait l'être ? Pratique s'inscrivant dans le répertoire d'action¹ des acteurs en négociation, la médiatisation unilatérale des discussions fait l'objet d'usages stratégiques et participe du travail de cadrage de l'interaction et de justification de l'action. Comme le relèvent Clément Desrumaux et Rémi Lefebvre en ce qui concerne les campagnes électorales, « puiser dans les répertoires d'actions [...] ne se fait ni à l'aveugle ni de manière purement stratéliste » (Desrumaux, Lefebvre, 2016, p. 12). La fabrique des *petites phrases* résulte tout à la fois d'un objectif stratégique et d'un bricolage en situation qui induit une forte incertitude, en raison même des caractéristiques de la *petite phrase*. Au-delà de l'efficacité (ou de l'inefficacité) de cette stratégie discursive, les *petites phrases* apparaissent dès lors comme un objet pertinent pour interroger les dynamiques de négociation lorsque celles-ci comportent une dimension médiatisée. Les divergences stratégiques encouragent l'exportation du conflit sur la scène médiatique et facilitent la fabrique de *petites phrases* en entrant en résonance avec certains cadrages médiatiques de l'activité politique (dévoilement des coulisses, lecture personnalisante et stratéliste, insistance sur les jeux plutôt que sur les enjeux, dimension conflictuelle, etc.).

Pour vérifier cette hypothèse des *petites phrases* comme instrument des négociations électorales (instrument aux effets néanmoins difficilement

1. La notion de répertoire d'action est initialement utilisée dans une analyse diachronique des modes d'action par Charles Tilly (Tilly, 1986), mais nous la mobiliserons dans un sens différent pour désigner « l'ensemble des formes de protestation dont dispose un groupe donné » (Mathieu, 2012, p. 15).

contrôlables par les acteurs), cet article s'intéresse à différents rounds de négociation menés dans la gauche radicale française depuis 2009. Cet espace politique, et plus particulièrement la coalition qui y prend une place dominante à partir de 2009, le Front de gauche (FG), se caractérise par l'importance des négociations électorales. Ces dernières constituent en effet l'un des principaux modes de régulation des relations entre acteurs du FG. L'importance que les acteurs accordent aux négociations – conséquence pratique de la norme unitaire qui s'impose dans cet espace à partir des années 2000 (Mathieu, 2015) – et la répétition sur une courte période de séquences électorales – qui conduit mécaniquement à des négociations répétées – font de cet espace politique et de cette séquence un cas pertinent d'analyse des usages des *petites phrases* lors des discussions électorales.

Après avoir délimité les séquences de négociations, un corpus de presse écrite nationale a été constitué grâce à la base de données Europresse. Un peu plus de 250 articles, relatifs aux négociations et représentatifs de leur traitement médiatique², ont été retenus. Le dépouillement de ce corpus a permis le repérage d'énoncés médiatisés au sein desquels ont été retenus certains cas correspondant au genre des *petites phrases* tel que défini précédemment. Les énoncés retenus ont ensuite été recontextualisés en se fondant sur différentes sources. D'une part, la presse écrite ; d'autre part, le dépouillement de la presse partisane : *Communistes* (Parti communiste français, PCF), *À Gauche* (Parti de gauche, PG), *Tout est à nous !* (Nouveau parti anticapitaliste, NPA). À cela s'ajoutent les minutes du Conseil national du PCF, les comptes rendus des instances nationales (PG, NPA) et divers documents partisans (circulaires, comptes rendus de réunions, communiqués de presse, etc.). Enfin, des entretiens menés auprès de dirigeants nationaux et locaux investis dans les négociations et des observations directes de différentes discussions électorales sont venus compléter ces données.

Agir sur une situation d'interdépendance tactique

Comme le rappelle Christian Le Bart, qui évoque à l'occasion un état de « vigilance métalinguistique », « on ne s'exprime pas, lorsqu'on est un acteur politique, sans un minimum de vigilance, sans penser aux effets de ce que l'on va dire » (Le Bart, 1998, p. 43). Les acteurs ne s'expriment pas publiquement sur ces tractations au hasard et poursuivent des objectifs qu'il s'agit de repérer en distinguant les différentes séquences d'une négociation.

2. En raison des caractéristiques des *petites phrases*, en particulier la circulation médiatique de ces énoncés, mais aussi en raison de l'objet même de cet article (les usages politiques des *petites phrases* en négociation), nous avons fait le choix d'un traitement indifférencié des différents titres de presse.

En amont des négociations : ouverture et luttes de cadrage

Les acteurs peuvent rendre publique une offre de négociation. La publicité contraint à une réponse et permet d'être à l'initiative, tout en opérant une mise en tension de l'associé potentiel. Cette logique est illustrée par les européennes de 2009. Le principe de listes PCF-PG est rapidement acté. Dès janvier 2009, la mise en tension du NPA se fait plus forte. De nombreux échanges inter-partisans ont lieu et la presse s'en fait l'écho. Le congrès du PG, fin janvier 2009 (dont la date est modifiée pour avoir lieu une semaine avant celui du NPA), va être l'occasion d'un long discours de Jean-Luc Mélenchon, dont plusieurs fragments seront diffusés dans les médias. Plus particulièrement, un extrait va être abondamment repris. À la tribune du congrès, il s'adresse aux militants de son parti. Pourtant, il va aussi apostropher directement le NPA : « Camarades, nous vous tendons la main sans conditions, sans préalable, ne la rejetez pas ! ». En changeant de destinataire au cours du discours, le locuteur opère ici une première forme de surassertion. La formule participe également d'une mise en exergue de cet énoncé au sein d'un long discours, tant par l'apostrophe initiale qui souligne l'unité d'un camp politique (qui peut et doit donc être unifié), que par l'usage de l'injonctif, ou encore par une référence implicite à la « main tendue » de Maurice Thorez en 1936.

Cette proposition s'accompagne d'un travail de cadrage tendant à structurer les négociations éventuelles et la réception d'un (probable) refus du NPA. D'une part, les échanges entre le NPA et le FG ont été nombreux à cette période et J.-L. Mélenchon n'ignore pas les arguments qui justifient les refus réitérés du NPA. Si les deux organisations recourent à la thématique de l'unité, celle-ci ne recouvre pas la même réalité en ce que les acteurs divergent sur le rôle et la place de l'action électorale. Au NPA, la priorité est donnée à l'unité d'action dans les mouvements sociaux, et les campagnes électorales sont principalement une tribune. À l'inverse, l'unité, telle que la conçoivent les acteurs du FG, repose sur une conception électorale, pragmatique et incrémentale. Dès lors, cette apostrophe publique n'est pas seulement destinée à convaincre et à obtenir un changement de position stratégique du NPA : elle produit le récit d'un refus largement anticipé et pose les fondements d'une interprétation de la désunion comme étant imputable au seul NPA. D'autre part, malgré ce que J.-L. Mélenchon affirme, sa proposition est fortement conditionnée. Tout d'abord, l'ouverture de négociations suppose un ralliement du NPA à une certaine conception de l'action politique. Ensuite, les négociations au FG sont déjà bien avancées, ce qui suppose des compromis sur lesquels les acteurs ne souhaitent pas forcément revenir. Se pose alors la question de la place accordée au NPA et de ses effets sur les compromis déjà actés. Enfin, même si, en tant que dirigeant du PG, J.-L. Mélenchon se refuse à toute condition préalable, le dis-

cours tenu par ses alliés communistes diffère sensiblement. Les conditions de la participation du PCF à une coalition, posées par la résolution du 24 octobre 2008 de son Conseil national (sanctuarisation des circonscriptions comportant des sortants communistes), sont toujours d'actualité. Le NPA est, lors de cette séquence, en dynamique, tant électorale que militante, et dispose de ce fait d'une capacité de négociation assez élevée. Il est donc plus que probable que son entrée dans la coalition le conduise à revendiquer des positions déjà attribuées et à contester la clause de reconduction des sortants avancée par le PCF, d'autant plus que les rivalités entre le PCF et le NPA sont fortes. Cette *petite phrase* autorise ainsi une double lecture. D'un côté, elle met en scène une présentation publique du FG comme alliance ouverte à l'ensemble de la gauche radicale. Le refus d'intégrer le FG ne peut donc être que de la seule responsabilité de son auteur, non des acteurs coalisés. De l'autre, elle impose un cadrage fondé sur la croyance en l'utilité et en l'efficacité de l'unité électorale de la gauche radicale ; cadrage qui a également pour effet d'occulter très largement le travail de marchandage sur lequel repose cette forme d'unité politique.

Pendant les négociations : modifier l'économie des échanges

La médiatisation peut également intervenir au cours des négociations, ce qui n'est pas sans effet sur leur dynamique. Elle participe en effet d'un accroissement de la conflictualité, tend à dramatiser les enjeux et affecte la confiance entre partenaires. Au FG, les échanges relatifs aux élections de 2012 débutent dès 2010. Jusqu'en avril 2011, peu d'éléments filtrent dans la presse. Pierre Laurent rompt cette discrétion médiatique dans un contexte où les critiques internes sur son éventuel soutien à la candidature de J.-L. Mélenchon se font plus fortes, et où la presse assure connaître les intentions de la direction communiste de soutenir cette candidature. Cela le conduit à présenter à la presse, le 6 avril 2011, les grandes orientations de son rapport au Conseil national du PCF qui doit avoir lieu à partir du 8 avril. Ses propos feront l'objet d'une certaine reprise médiatique, même si celle-ci reste modeste. Il est cependant particulièrement significatif que le dirigeant national du PCF ait choisi d'accorder la primauté de ses considérations à la presse et évoqué publiquement les exigences communistes. Parmi les propos repris par la presse figure l'interrogation suivante : « Qui peut croire que Jean-Luc Mélenchon sera candidat avec seulement 50 % de députés communistes ? » P. Laurent poursuit ici deux objectifs : vis-à-vis de son propre parti, en régulant les contestations internes particulièrement vives, et vis-à-vis de son allié, en nuanciant l'annonce faite par la presse de son soutien à J.-L. Mélenchon. Il insiste sur les conditions de ce soutien (obtenir un accord favorable pour les législatives). Par cette déclaration, il place les alliés du PCF dans l'incertitude, dans la mesure où le soutien du PCF est soumis à des conditions draconiennes.

La formulation interrogative constitue une question rhétorique fondée sur le partage, avec son auditoire, d'une évidence : la position dominante du PCF dans la coalition et sa légitimité. La forme participe ainsi tout à la fois d'une stratégie discursive (faciliter la reprise en produisant un énoncé médiatiquement remarquable par son contenu et sa forme) et d'une mise en récit des négociations bien éloignée de leurs conditions réelles. En effet, le PCF obtient systématiquement, grâce à ses forces électorales et militantes sur le terrain, une répartition très avantageuse (Mathieu, 2015, p. 653-677). Les communistes assument parfaitement ces ambitions hégémoniques :

[Q] À l'origine, le PCF est très dominant...

[R] Bah, on est toujours dominants, si on regarde les négociations sur les élections législatives, on a 80 % des candidats, donc... On est dans un paradoxe, c'est-à-dire qu'on est le plus gros parti, et de loin, en termes de militantisme, de réseau d'élus, [...] d'influences historiques, etc., et en même temps, on n'a pas... (F., conseil exécutif national PCF, Paris, 2012)

[Q] Tu penses que le PCF dirige le Front de gauche ?

[R] Oui ! De fait ! Alors, on peut pas le nier, alors, on essaye de leur donner des... nous on essaie de faire que chacun ait son mot à dire [...] on essaye d'avoir des réunions [...] où on accorde nos violons, mais à un moment donné, c'est quand même... pour moi, c'est quand même nous, il faut pas... on est, on est les majoritaires ! (V., bureau de section PCF, Nancy, 2012)

Le décalage est très net entre la manière dont les négociations se déroulent et le récit qu'en livre P. Laurent. Le PCF y apparaît malmené par les revendications « illégitimes » et « démesurées » de ses partenaires. Cette *petite phrase* participe ainsi d'une entreprise de légitimation des revendications communistes et d'une lutte de cadrage visant à imposer aux alliés du PCF, par l'exposition publique, un accord particulièrement asymétrique.

Après les négociations : acter une nouvelle configuration politique

Deux cas doivent ici être dissociés : la réussite ou l'échec des négociations. Dans le premier cas, les acteurs célèbrent un « bon accord » et affirment entrer en campagne. Positif et mobilisateur, le registre adopté participe, dès lors, du travail de mobilisation électorale. Les messages se limitent à un satisfecit de rigueur parfaitement interchangeable (au sens où il est commun à toute négociation réussie). Si ces propos sont médiatisés, ils circulent peu et ne font pas, ou peu, l'objet de commentaires.

Dans le second cas, les acteurs cherchent à s'imputer mutuellement la responsabilité de l'échec. Il ne s'agit pas de mettre un terme aux différends, mais d'en constater le caractère indépassable. Ces séquences se prêtent particulièrement à une logique d'escalade. Ainsi, la campagne du FG pour les

européennes de 2009 est lancée début mars par un meeting. À la tribune, J.-L. Mélenchon revient sur le refus du NPA d'intégrer le FG. Un extrait de son discours est repris dans la presse : « Nous ne nous mobilisons pas pour un coup électoral à la gloire d'un parti ou d'un leader, si médiatique qu'il soit ». Ce fragment de discours va être repris dans la presse, sans toutefois déclencher de nombreux commentaires. Il est cependant intéressant pour deux raisons. D'une part, le retournement du stigmatisme qu'il opère (en retournant la critique émise par le NPA à l'encontre du FG, largement reprise dans la presse depuis plusieurs mois) va devenir un élément de langage du FG³. D'autre part, cette saillie est médiatiquement remarquable en ce qu'elle répond à une *petite phrase* d'Olivier Besancenot. Ce dernier refusait toute alliance au nom du rejet de l'« électoralisme », ce qui passait pour lui par le refus du « bon coup électoral ». J.-L. Mélenchon se place ainsi dans la continuité d'un propos déjà connu et commenté. C'est donc le contexte qui assure la surassertion, en ce que cet énoncé fait immédiatement sens, est succinct et porteur d'un ensemble de représentations prêtées à la gauche radicale (sa désunion) et au NPA (sa personnalisation). Il est par ailleurs porteur d'un cadrage de l'échec des négociations entre le FG et le NPA, imputable, dans ce discours, au NPA présenté comme refusant l'unité pour des raisons stratégiques (la volonté de concourir sous sa propre bannière pour profiter de la forte médiatisation de son leader⁴).

La médiatisation et les *petites phrases* apparaissent ainsi comme un instrument des négociations, aux finalités différentes en fonction des séquences. Seule une partie des enjeux des négociations est véritablement médiatisée et la négociation telle qu'elle est donnée à voir dans les médias n'en constitue qu'une infime partie. Infime partie qui tend à survaloriser la dimension conflictuelle, les luttes de personnes et les enjeux de valeurs (alors même que les négociations électorales comportent une forte dimension de marchandage). Pour les acteurs, s'il s'agit d'influer sur le déroulement des négociations, il s'agit plus encore d'en proposer un récit toujours singulier et situé. Néanmoins, ces stratégies discursives se caractérisent par une forte incertitude, en ce que les acteurs politiques communiquent mais ne contrôlent pas (ou peu) le devenir médiatique de leurs propos.

3. Pour n'en donner qu'un exemple, Marie-George Buffet (PCF) explique que le « Front de gauche n'est pas un coup électoral sans lendemain » lors d'un meeting à Saint-Nazaire, voir *Ouest-France*, 1^{er} juin 2009.
4. Depuis l'élection présidentielle de 2007, O. Besancenot fait l'objet d'un fort intérêt médiatique (dont l'un des symboles est son passage sur le divan rouge de Michel Drucker en mai 2008), mais aussi de plusieurs ouvrages de journalistes ou d'essayistes cherchant à comprendre le « phénomène Besancenot ».

La fabrique politique et médiatique d'un conflit stratégique

Dans ce contexte, les *petites phrases* affectent la situation concrète d'interdépendance dans laquelle est investi le locuteur. Ces énoncés présentent des caractéristiques communes propres au genre de la *petite phrase* qu'il s'agit d'étudier au travers de l'analyse d'un énoncé particulier, de sa production et de sa trajectoire politique et médiatique.

« Ne confondons pas la colère et la radicalité avec l'invective »

Constitué en 2009, le FG va rencontrer un succès d'estime lors de la présidentielle de 2012 avant d'obtenir des résultats législatifs décevants (Cautrès, 2013). L'approche des municipales de 2014 va être l'occasion d'un regain de tension entre le PCF et le PG. Trois explications peuvent être avancées. D'une part, les acteurs coalisés ont développé une mémoire relationnelle caractérisée par une faible confiance réciproque. D'autre part, pour la première fois, le FG se confronte aux municipales, ce qui a des conséquences sur la forme des négociations et sur les intérêts partisans. Ces négociations sont largement décentralisées, ce qui renforce le déséquilibre entre le PCF et les autres partis du FG (Mathieu, 2015, p. 630-639). Par ailleurs, les intérêts des partis coalisés divergent davantage qu'à l'accoutumée : le réseau électif du PCF est crucial pour ce parti et son maintien dépend très largement de la poursuite des alliances locales PS-PCF. Ces dernières cristallisent les débats de la gauche radicale et opposent les principaux partis du FG.

Dès janvier 2013, le PCF ouvre la porte à des alliances municipales avec le PS. Si le PCF place le débat sur le terrain de l'opportunité, le PG entend limiter drastiquement les cas d'alliance avec le PS. Les divergences vont s'intensifier. En mars 2013, J.-L. Mélenchon annonce unilatéralement la constitution de listes autonomes dans de nombreuses villes, Paris condensant rapidement les différends PCF-PG, alors que le PCF parisien s'oriente vers une alliance avec le PS (contrairement au PG). Ce durcissement intervient dans une séquence au cours de laquelle J.-L. Mélenchon critique fortement le gouvernement socialiste, plaçant ainsi le PCF devant un dilemme, d'autant plus que le PS le somme de se démarquer de son allié. C'est dans ce contexte que P. Laurent donne une interview à *Libération*, le 22 août 2013, dont un passage va retenir l'attention : « Pour convaincre, nous ne devons pas confondre la colère et la radicalité nécessaire avec la provocation et l'invective ».

Formule politique et mise en forme médiatique

Si, dans cette interview, P. Laurent évoque les négociations en cours, il entend relativiser le conflit qui l'oppose au PG en le présentant comme de simples

« divergences d'appréciation ». Sa prudence tranche avec les propos susmentionnés. En effet, en réponse à une question du journaliste, il évoque son rapport au gouvernement puis conclut en résumant son propos. Plusieurs éléments participent de la détachabilité de cet énoncé. Sa place dans le texte, mais également l'emploi d'une construction négative, reposant sur une logique binaire exprimant l'opposition et la condamnation de l'action de l'autre. La place de cet énoncé ne laisse guère de doute sur la personne visée (il répond à une question portant sur J.-L. Mélenchon). L'énoncé est d'autant plus remarquable qu'il repose sur une image couramment accolée au leader du PG, celle d'un orateur « agressif » et « excessif » depuis que celui-ci s'affirme comme « le bruit et la fureur, le tumulte et le fracas », et entretient des rapports conflictuels avec la presse. Enfin, le contexte immédiat facilite son aphorisation et sa mise en circulation, puisque l'interview paraît le premier jour du Remue-ménages (université d'été) du PG et fait écho aux propos du porte-parole du PS.

Par différents procédés prosodiques et sémantiques, P. Laurent surasserte son propos. Mais c'est par un travail journalistique de mise en récit et de mise en forme que ce propos est aphorisé. Cet énoncé va ainsi être repris comme titre de l'article : « Ne confondons pas la colère et la radicalité avec l'invective ». Les guillemets rappellent le statut de citation, de parole vraie, authentique et rapportée. L'énoncé initial fait alors l'objet de modifications substantielles, avec le passage à l'impératif et la suppression de plusieurs termes qui tendaient à en réduire la dimension polémique. En particulier, le « nous », qui exprimait une dimension collective et inclusive, et évitait ainsi une personnalisation excessive de la critique, est supprimé. La « nécessité » d'exprimer la « colère et la radicalité » disparaît, tout comme la qualification de « provocation », les propos de J.-L. Mélenchon relevant désormais strictement de l'« invective ». Ainsi, la réécriture effectuée pour ajuster la citation aux contraintes du titrage tend à renforcer la conflictualité du propos. Le paratexte est également un vecteur de la décontextualisation : une pleine page est consacrée à cette interview. Devenu, sous sa forme impérative, titre de l'interview, l'énoncé est désormais accompagné d'un chapô insistant sur l'opposition entre P. Laurent et J.-L. Mélenchon. Le dispositif est accompagné d'une photographie représentant ces deux acteurs dans une discussion semblant animée. Enfin, l'article est complété d'un encart reprenant, sous une forme typographiquement repérable, d'autres citations, notamment les propos du porte-parole du PS : « Nous espérons que le Parti communiste se dissociera de ces propos et de ces outrances ».

Des petites phrases dialogiques et réactives

Caroline Ollivier-Yaniv souligne l'une des principales caractéristiques des *petites phrases*, celles-ci pouvant faire l'objet de « reprises et commentaires en cascade incontrôlables » (Ollivier-Yaniv, 2011, p. 65). Entre le 22 août (date

de parution) et le 26 août 2013, la *petite phrase* de P. Laurent, sous différentes formes, et les réactions qu'elle produit seront reprises dans au moins une cinquantaine d'articles, de la presse nationale (*Libération*, *Le Figaro*, *Le Monde*, *Le Parisien*, *Le Point*, *Le JDD*, *L'Humanité*, *Les Échos*, etc.), mais aussi régionale (*Le Progrès*, *L'Est républicain*, *Le Journal de Saône-et-Loire*, *Ouest-France*, *Midi-Libre*, *Nord Littoral*, *La Provence*, etc.). Deux éléments vont faciliter sa reprise. En premier lieu, le contexte, puisque l'interview est publiée le jour d'ouverture des universités d'été du PG, suivies immédiatement par celles du PCF. Ces deux événements marquent la rentrée politique du FG et devaient faire l'objet d'une couverture médiatique. Mais les divergences stratégiques entre acteurs coalisés, sous une forme fortement personnalisée, vont en fournir un cadrage original. En second lieu, les réactions contribuent à maintenir à l'agenda les propos de P. Laurent. Les articles reposent tous sur une même logique : évoquer les universités d'été tout en apportant de nouvelles réactions à la *petite phrase* de P. Laurent (puis des réactions aux réactions), ce qui amène à rappeler les propos initiaux du leader communiste. Dans un premier temps, les propos cités sont ceux de P. Laurent, et les réactions celles de J.-L. Mélenchon. Dans un second temps, seront publiées les réactions d'autres acteurs partisans, sans toutefois donner lieu à de nouvelles *petites phrases* (la condition de diffusion médiatique n'étant pas présente).

Dès le lendemain de la publication de l'interview, différentes réactions de J.-L. Mélenchon sont publiées (dépêche AFP). Ces réactions sont extraites d'une conférence de presse organisée par J.-L. Mélenchon en marge du Remue-ménages. Les formules les plus acérées seront publiées dans la presse à partir du 24 août. Plus particulièrement, deux énoncés de J.-L. Mélenchon vont être régulièrement repris (sous des formes plus ou moins concises) : « Je suis très déçu. Je pensais qu'elle (la phrase de M. Laurent, NDLR) s'adressait à Harlem Désir » – souvent repris sous la forme minimaliste : « très déçu » – et « j'ai si mal vécu que Pierre Laurent réponde de manière quasi instantanée, dans un garde-à-vous si impeccable, aux injonctions d'Harlem Désir ». Les articles, parfois jusque dans le titrage (*Libération* titre « Mélenchon tire à boulet rouge »), insistent sur la dimension conflictuelle et sur la virulence de J.-L. Mélenchon ; virulence qu'il s'agit d'explicitier en rappelant les propos initiaux de P. Laurent. Les journaux vont également rapidement citer les réactions d'autres leaders partisans. *Libération* introduit le 24 août une nouvelle réaction de J.-L. Mélenchon – extraite de son discours de clôture lors du Remue-ménages – qui sera promptement et abondamment reprise : « Je dis à mon camarade Pierre Laurent, sans dramatisation mais avec fermeté, qu'on ne gagne rien au rôle de tireur dans le dos ». Plus précisément, c'est l'expression « tireur dans le dos » qui va faire l'objet d'une circulation médiatique (et produire de nouvelles réactions).

Le devenir médiatique de la *petite phrase* de P. Laurent apparaît difficilement contrôlable par son auteur, dont d'autres propos seront diffusés. Le lea-

der communiste réagit à son tour aux propos de J.-L. Mélenchon lors du discours de clôture de l'université d'été du PCF ; discours dont seront extraits par la presse différents énoncés, notamment celui par lequel P. Laurent déclare n'être « au garde-à-vous de personne », reprenant ainsi la formule de J.-L. Mélenchon, et plaçant son propos dans la continuité de la polémique. S'y ajoute la publication de nouvelles réactions de dirigeants du PG et du PCF. Ces propos ne seront cependant guère repris en dehors du journal qui publie ces réactions. Ainsi, tout en reprenant la *petite phrase* de P. Laurent, ses réactions et celles de J.-L. Mélenchon, *Le Monde* publie aussi celles de trois cadres communistes : « Ça commence à ressembler à OK Corral » (citation en *off*), Marie-Pierre Vieu critiquant l'expression « tireur dans le dos », et Isabelle de Almeida considérant que les « mots ne sont pas les mieux choisis ». L'angle adopté par *Libération* est similaire, à ceci près que les dirigeants cités sont issus du PG. Alors que les communistes se focalisent sur les termes utilisés, les cadres du PG insistent sur la divergence stratégique, ce qui témoigne des luttes de cadrage se déroulant lors de cette polémique et expliquant que les acteurs partisans l'entretiennent activement. La polémique rebondit le lendemain avec les nouvelles réactions dans *Le Monde* de François Delapierre (PG) qui qualifie la position de P. Laurent d'« étroite et boutiquière » et assure que « bon nombre de communistes ne la partagent pas ». Le même article associe à ces propos les principales citations commentées depuis le 22 août, et ajoute une réponse de P. Laurent, extraite d'une conférence de presse organisée par le PCF : « Les communistes me font confiance, ça ne devrait pas mal se passer ». Ces passes d'armes ne sont guère reprises mais participent activement à la diffusion de la *petite phrase* de P. Laurent. *Le Point*, qui ne couvre la polémique que la semaine suivante en raison de son format hebdomadaire (parution le jeudi), y ajoute les nouvelles réactions d'Alexis Corbière (PG) et du porte-parole du PCF affirmant que « l'expression de Pierre [Laurent, NDLR] est très maîtrisée ». La polémique continuera, avec une intensité faiblissante, jusqu'à début septembre, pour ensuite être progressivement remplacée par une opposition PCF-PG centrée sur le cas parisien.

La trajectoire de cette *petite phrase* est instructive. Portant initialement sur le rapport au gouvernement, cet énoncé va rapidement exprimer et condenser, à travers les réactions qui donnent sens à la polémique, un conflit distinct mais étroitement lié : la stratégie d'alliance pour les municipales. Par ailleurs, si la logique de coproduction est bien repérable dans la fabrique initiale de la *petite phrase*, elle l'est également dans la trajectoire de l'énoncé. Les commentaires sont produits par les acteurs politiques et recherchés/publicés, sous une forme dialogique et conflictuelle, par les médias. Dès la publication de l'interview, un cadrage est opéré (mettre l'accent sur cet énoncé plutôt qu'un autre) qui sera maintenu tout au long de la polémique produite par cette *petite phrase*. Il se repère également dans le détachement d'énoncés pouvant être

présentés comme des réactions, extraits de conférences de presse ou encore d'interviews des dirigeants partisans. Les acteurs politiques participent de cette dynamique conflictuelle, par leurs réactions, la production de dispositifs spécifiques (comme des conférences de presse), la reprise des propos précédemment médiatisés (en vue de replacer leurs énoncés dans le contexte) ou encore l'usage de formules exprimant la conflictualité de leurs relations. Néanmoins, cette polémique constitue, pour les acteurs, une nouvelle occasion de lutter pour imposer un certain cadrage des discussions municipales, tant pour essayer d'influer sur celles-ci que pour préparer le travail de justification des divergences à l'issue des négociations.

Escalade conflictuelle et dramatisation des enjeux

Le FG fonctionne comme un espace d'intégration du et par le conflit. L'entrée en coalition sort le conflit de l'arène électorale, mais ne réduit pas les logiques concurrentielles. Dans ce contexte, les *petites phrases* relatives aux négociations électorales nourrissent les méfiances réciproques et réduisent les marges de manœuvre des négociateurs. En effet, les *petites phrases* contribuent à une simplification et à une intensification du conflit. Cette montée en généralité tend à occulter la négociation de marchandage, menée dans une logique distributive, qui s'opère en coulisses, au profit de l'exposition publique de conflits de valeurs et éventuellement de régulation. Or, ce passage à des enjeux de valeurs a pour effet d'accroître la conflictualité des négociations (Bourque, Thuderoz, 2011, p. 45-46) et réduit les possibilités d'un accord en ce que chaque concession tend à devenir, pour celui qui l'accorde, une compromission difficile à justifier en interne⁵.

D'autres éléments participent de cette escalade conflictuelle, notamment la division du travail politique. Les articles évoquant les négociations électorales foisonnent de propos attribués aux négociateurs, mais ce ne sont pas ces énoncés qui ont la trajectoire médiatique la plus importante et qui répondent de ce fait aux caractéristiques de la *petite phrase*. Ces propos ne sont pas repris par d'autres journaux que celui qui les publie et n'induisent généralement pas une logique réactive, sauf lorsqu'ils s'insèrent eux-mêmes dans un processus de réaction à une *petite phrase*. À l'inverse, les propos des principaux porte-parole partisans apparaissent davantage comme de bons candidats à l'aphorisation et à la reprise médiatique, comme le montrent la *petite phrase* de P. Laurent et les réactions de J.-L. Mélenchon qu'elle suscite. Ces acteurs, spécialisés dans la représentation publique du collectif, ne participent pas nécessairement aux négociations, en tout cas pas seuls, et leur prise de parole, inscrite dans

5. On retrouve ici certains éléments évoqués par I. William Zartman à propos de la recherche de « compromis *not compromising* » (Zartman, 2014).

le conflit qui les oppose, ne saurait se réduire à l'expression d'un contentieux limité à la répartition des places, en raison même de leur position de porte-parole partisans. Autant d'éléments qui concourent à une montée en généralité, à une personnalisation et au recours à des formules et des « bons mots ».

Leurs interventions tendent par ailleurs à homogénéiser les collectifs partisans : « Chaque organisation politique tente ainsi de souder ses troupes et de se distinguer des organisations concurrentes par un vocabulaire, une syntaxe, un univers d'argumentations et de métaphores, qui font d'abord sens pour ses membres. [...] le discours fabrique et signifie une commune vision du monde » (Le Bart, 1998, p. 31). Les différents cas évoqués ne définissent pas seulement une position dans les négociations, mais véhiculent un ensemble de représentations propres à chaque acteur coalisé. En ce sens, ces *petites phrases*, inscrites dans le contexte spécifique et restreint d'une négociation singulière, sont inséparables des rapports de pouvoir entre les acteurs engagés dans la négociation. Elles ne participent pas d'une logique de résolution du conflit, mais de son expression et même de son développement (notamment dans la sphère médiatique).

Au-delà des spécificités de l'espace de la gauche radicale (saturation organisationnelle, relations conflictuelles, norme unitaire, etc.), il est plus que probable que les éléments repérés ne soient pas propres à ce segment politique. Les usages stratégiques des *petites phrases* en contexte de négociation sont nombreux. Les acteurs peuvent chercher à entrer en négociation et, dans le même temps, à imposer un cadrage de cette interaction et de ses finalités. Ils peuvent également chercher à influencer sur le déroulement d'une négociation, notamment en rappelant leurs partenaires à l'ordre de l'interaction. La *petite phrase*, par sa dimension conflictuelle et polémique, exerce alors une fonction de signal en rappelant qu'une règle, généralement respectée dans les relations entre parties prenantes à la négociation, est mise à mal (par exemple, la reconnaissance de la position dominante du PCF dans les dispositifs de la coalition). Cette fonction de signal peut également venir affirmer une limite que le locuteur n'entend pas franchir et qui pourrait constituer une cause de rupture de la négociation. Elle peut également avoir pour finalité de gérer les contestations intra-partisanes en rappelant la capacité de la direction d'un parti à défendre les intérêts partisans. D'une manière plus générale, les *petites phrases*, par le cadre d'interprétation de la négociation qu'elles condensent, contraignent les partenaires du locuteur à se justifier et constituent une entreprise de légitimation de la position du locuteur, de ses représentations et de ses prétentions. Enfin, les *petites phrases* vont parfois être utilisées pour préparer l'interprétation d'un échec probable, ou pour imputer la responsabilité de l'échec à l'autre.

L'intention stratégique des acteurs est repérable à travers le choix de médiatiser les différends d'une part, et celui des procédés de surassertion employés

d'autre part. En effet, le dévoilement des négociations, à l'instar du secret (Bué, 2004 ; Bourque, Thuderoz, 2011, p. 184), peut faire et fait l'objet d'un usage stratégique. Les acteurs choisissent le moment, le contenu et le récit qu'ils feront de la négociation à la presse (et plus largement aux tiers à la négociation). Si ces éléments sont présents dans toute stratégie de médiatisation des négociations, ce n'est pas le cas des procédés de surassertion qui spécifient les *petites phrases*. Ils témoignent de la production d'énoncés comme candidats au détachement et à l'aphorisation. Ce faisant, le locuteur cherche à contrôler les usages médiatiques de son discours (Brassart, 1994, p. 108) en anticipant les contraintes du jeu médiatique. Différents procédés de surassertion sont repérables dans les cas évoqués précédemment. Il peut alors s'agir du recours à des « bons mots » ou des formules, ou à des procédés grammaticaux (recours à l'injonctif, apostrophe, questions rhétoriques, mise en relief d'un fragment dans un texte, etc.). Mais la surassertion est également obtenue par référence au contexte d'énonciation, à des représentations relatives à l'espace de la gauche radicale (sa désunion) ou encore à des signifiants culturels communs aux acteurs en présence (le « camarades » d'un J.-L. Mélenchon qui porte l'idée d'un univers symbolique, d'une culture commune à la gauche). Plus généralement, ces énoncés vont condenser un propos plus vaste, le généraliser, et sont immédiatement compréhensibles dans le contexte d'énonciation. Dit autrement, le contexte d'énonciation participe de la compréhension d'un fragment de discours et conditionne les possibilités de son devenir médiatique sous la forme d'une *petite phrase*, abondamment reprise et commentée. De la même manière, la dimension conflictuelle d'un propos, d'autant plus remarquable qu'elle s'exprime entre acteurs théoriquement alliés (ou souhaitant l'être), renforce la possibilité qu'un énoncé soit médiatiquement remarquable (et remarqué). Enfin, les positions occupées par les locuteurs dans l'espace politique et partisan participent également de cette dynamique conflictuelle et de la mise en visibilité médiatique d'un énoncé à travers la personnalisation du conflit et l'écho médiatique plus vaste que ces acteurs obtiennent.

Néanmoins, ces stratégies discursives ne doivent pas faire oublier la rationalité limitée des acteurs. Plus encore, elles se caractérisent par une forte incertitude tenant tout à la fois à la situation de négociation et aux propriétés des *petites phrases*. D'une part, les acteurs s'ajustent en permanence à la dynamique de l'interaction et y « découvrent » des intérêts, des opportunités et des contraintes (Friedberg, 2009, p. 18). D'autre part, le détachement et l'aphorisation d'un fragment de discours, ainsi que sa trajectoire médiatique et politique, ne dépendent pas uniquement, ni même principalement, du locuteur (Maingueneau, 2012, p. 14), comme l'illustre la trajectoire de la *petite phrase* de P. Laurent. À cette incertitude sur la trajectoire médiatique d'un énoncé surasserté s'ajoute une incertitude sur ce que l'escalade conflictuelle induite par de tels propos produit sur la négociation en elle-même ; effets qui restent à étu-

dier. Enfin, si la *petite phrase* ne produit pas le conflit, elle participe d'une escalade conflictuelle, d'une dramatisation des enjeux et d'un changement dans les modalités d'expression des divergences, celles-ci s'exprimant tout à la fois dans la sphère des négociations et dans l'espace médiatique, et se déroulant désormais essentiellement en termes de valeurs.

Références

- BOURQUE Reynald, THUDEROZ Christian, 2011, *Sociologie de la négociation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- BRASSART Patrick, 1994, « Petites phrases et grands discours (sur quelques problèmes de l'écoute du genre délibératif sous la Révolution française) », *Mots. Les langages du politique*, n° 40, p. 106-112.
- BUÉ Nicolas, 2004, « Usages et fonctions du secret dans les relations entre entreprises politiques. Le cas de la négociation électorale », dans *Autour des secrets*, T. Wuillemé éd., Paris, L'Harmattan, p. 185-202.
- CAUTRÈS Bruno, 2013, « Le vote Mélenchon. Le poids de l'héritage communiste et les limites d'une dynamique », dans *Le vote normal. Les élections présidentielle et législatives d'avril-mai-juin 2012*, P. Perrineau éd., Paris, Presses de Sciences Po, p. 111-131.
- DEMAZIÈRE Didier, 2016, « Les négociations implicites de la division du travail. Le cas des élus régionaux », *Négociations. Conflit, décision et délibération*, n° 25, p. 39-53.
- DESROMAUX Clément, LEFEBVRE Rémi, 2016, « Pour une sociologie des répertoires d'actions électorales », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, n° 113, p. 5-16.
- FRIEDBERG Erhard, 2009, « Pouvoir et négociation », *Négociations. Conflit, décision et délibération*, n° 12, p. 15-22.
- KRIEG-PLANQUE Alice, 2011, « Les "petites phrases" : un objet pour l'analyse des discours politiques et médiatiques », *Communication & langages*, n° 168, p. 23-41.
- KRIEG-PLANQUE Alice, OLLIVIER-YANIV Caroline, 2011, « Poser les "petites phrases" comme objet d'étude », *Communication & langages*, n° 168, p. 17-22.
- LE BART Christian, 2010, « Parler en politique », *Mots. Les langages du politique*, n° 94, p. 77-84.
- 1998, *Le discours politique*, Paris, PUF.
- LEROUX Pierre, RIUTORT Philippe, 2011, « Les émissions de divertissement : de nouveaux lieux de valorisation des petites phrases ? », *Communication & langages*, n° 168, p. 69-80.
- MAINGUENEAU Dominique, 2012, *Les phrases sans texte*, Paris, Armand Colin.
- 2011, « Sur une petite phrase "de" Nicolas Sarkozy. Aphorisation et auctorialité », *Communication & langages*, n° 168, p. 43-56.
- MATHIEU Lilian, 2012, *L'espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant.
- MATHIEU Romain, 2016a, « "Tous ensemble !" Genèse et institutionnalisation d'une coalition partisane improbable », *Civitas Europa*, n° 37, p. 295-316.
- 2016b, « À la recherche de la démocratie en coalition : le cas du Front de gauche », dans *Les partis politiques, ateliers de la démocratie*, D. Andolfatto et A. Goujon éd., Bruxelles, Éditions de l'université de Bruxelles, p. 109-119.
- 2015, « *Tous ensemble !* ? Les dynamiques de transformation de la gauche radicale française », thèse de science politique, Nancy, Université de Lorraine.

McCALLAM David, 2000, « Les “petites phrases” dans la politique anglo-saxonne », *Communication & langages*, n° 126, p. 52-59.

OLLIVIER-YANIV Caroline, 2011, « Les “petites phrases” et “éléments de langage” : des catégories en tension ou l'impossible contrôle de la parole par les spécialistes de la communication », *Communication & langages*, n° 168, p. 57-68.

TILLY Charles, 1986, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard.

ZARTMAN Ira William, 2014, « Construire des compromis *not compromising* », *Négociations. Conflit, décision et délibération*, n° 21, p. 161-170.

Résumé / Abstract / Compendio

Les *petites phrases* comme instrument des négociations électorales.

L'exemple de la gauche radicale

Souvent entourées d'une certaine discrétion, les négociations électorales peuvent néanmoins faire l'objet d'une médiatisation, notamment par des *petites phrases*. Genre à l'intersection du politique et du médiatique, les *petites phrases* peuvent participer du répertoire d'action des acteurs en négociation. Pour vérifier cette hypothèse, l'article s'intéresse à différents rounds de négociations électorales menés entre partis de la gauche radicale française depuis 2009.

Mots-clés : négociations électorales, petite phrase, gauche radicale, Front de gauche, communication politique

Soundbites as an instrument in election negotiations.

The case of the radical left

Although election negotiations often take place behind closed doors, they can be mediatized, particularly through *soundbites*. *Soundbites* are a genre at the intersection of politics and the media and are part of the repertoire of action of those participating in negotiations. In order to verify this hypothesis, the article will focus on different phases of election negotiations held between parties of the radical left in France since 2009.

Keywords: election negotiations, soundbite, radical left, Left Front, political communication

Las *frases cortas* como instrumento de negociaciones electorales.

El ejemplo de la izquierda radical

Frecuentemente rodeadas por una cierta discreción, las negociaciones electorales pueden, sin embargo, constituir un objeto de mediatización, especialmente por el medio del uso de *frases cortas*. Tipo de enunciación al cruce de la política y de los medios, las *frases cortas* pueden formar parte del registro del tipo de accionar discursivo de los agentes negociadores. Para comprobar esta hipótesis, el artículo aborda diferentes rondas electorales llevadas entre partidos de la izquierda radical francesa desde el 2009.

Palabras claves: negociaciones electorales, frase corta, izquierda radical, Frente de izquierda, comunicación política